

Vers une stabilisation du Cambodge

LE CONTRÔLE DES ARMES LÉGÈRES ET LA RÉFORME DU SECTEUR DE LA SÉCURITÉ

La communauté internationale a soutenu l'effort de stabilisation du Cambodge depuis la fin des années 1980, et de grands progrès ont été effectués dans ce domaine. Le gouvernement cambodgien a fait du contrôle des armes l'une de ses priorités après les élections de 1998. Le Groupe de travail pour la réduction des armes (WGWR), une ONG khmère, a joué un rôle actif comme partenaire du gouvernement et de la communauté internationale. Durant ces cinq dernières années, le Cambodge a bénéficié d'un soutien pour les programmes de contrôle des armes légères par le biais du Programme d'aide de l'Union européenne pour réduire les armes légères et de petit calibre au Cambodge (EU ASAC) et du JSAC (Japan Assistance Team for Small Arms Management in Cambodia).

Les interventions se sont concentrées sur la collecte des armes, les initiatives de type armes contre développement, la destruction des stocks excédentaires, la construction de lieux sûrs pour entreposer les armes et un système d'enregistrement des stocks gouvernementaux.

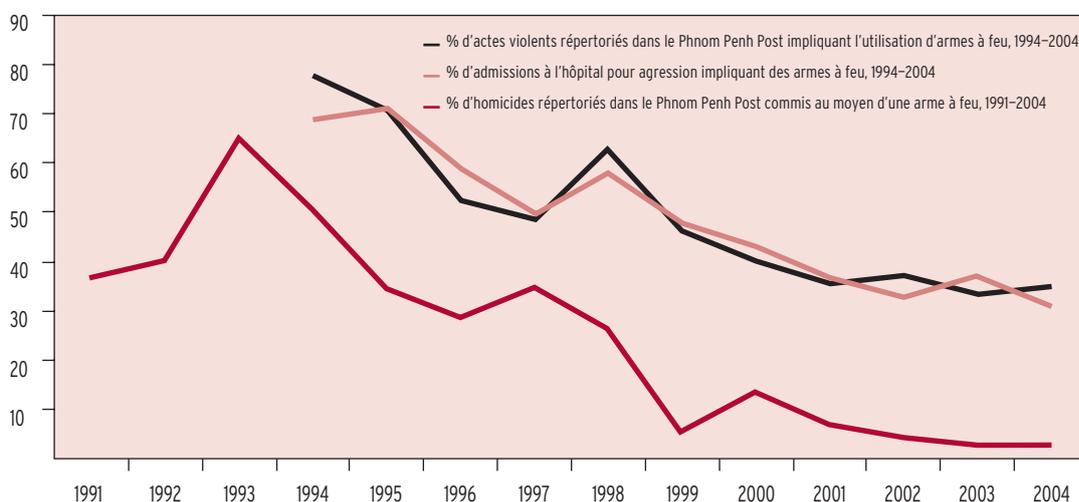
Les interventions concernant les armes légères et de petit calibre au Cambodge ont permis de retirer de la circulation un grand nombre de ces armes qui échappaient au contrôle du gouvernement. Quelque 130 000 armes ont été collectées et plus de 180 000 ont été détruites. D'après les estimations, et grâce à ces initiatives, le nombre d'armes à feu illégales et non enregistrées serait passé de 150 000–216 000 avant le lancement des programmes à la fin des années 1990, à 22 000–85 000 en 2006.

Une proportion substantielle d'armes légères qui échappaient à tout contrôle ont été collectées et détruites.

La réduction du nombre d'armes légères et de petit calibre a eu un impact positif sur la sécurité humaine au Cambodge, où les armes à feu sont maintenant moins couramment utilisées dans les incidents violents et les homicides. Le pourcentage d'utilisation d'armes à feu dans les actes de violence répertoriés par le *Phnom Penh Post* est passé de 80 % en 1994 à 30 % en 2004. Les résultats sont similaires quand l'analyse se limite aux homicides. En 1994, 69 % des homicides répertoriés avaient été perpétrés au moyen d'une arme à feu. En 2004, ce chiffre était tombé à 30 %. Les données des admissions à l'hôpital pour agressions montrent une tendance similaire. En 1993, 65 % des victimes d'agression admises à l'hôpital souffraient de blessures par balle. En 2004, ce chiffre était tombé à 2,6 % seulement. Pendant la période des interventions sur les armes légères, le nombre d'homicides par arme à feu a connu une chute spectaculaire, de 4,0-5,4 pour 100 000 en 1998 à 1,1-1,7 en 2003. Le taux global d'homicides a chuté de 6,9-9,0 pour 100 000 en 1998 à 3,1-4,0 en 2003.

Ces mesures ont contribué de manière significative au désarmement des civils et des insurgés. Aujourd'hui, au Cambodge, seuls les membres des forces de sécurité et certains fonctionnaires gouvernementaux utilisent de façon légale des armes de petit calibre. La destruction à grande échelle des stocks militaires excédentaires ainsi que les programmes de stockage dans des conditions sûres des stocks gouvernementaux ont réduit le danger de futurs détournements et d'exportations incontrôlées.

Figure 5.2 Taux d'utilisation d'armes à feu dans les homicides, les actes de violence et les causes d'admissions à l'hôpital (%), 1991-2004





Un policier se tient devant une pile d'environ 7 000 armes à feu dans la province de Kampong Cham au nord de Phnom Penh, en juillet 2001. Les autorités cambodgiennes ont détruit les armes dans un brasier, dans le contexte des efforts actuels visant à débarrasser le pays des armes illégales. © Chor Sokunthea/Reuters

Néanmoins, les ONG et le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour les droits de l'homme au Cambodge ont mis en lumière les problèmes relatifs à la compétence, au professionnalisme et à l'intégrité des forces de sécurité ainsi qu'aux règles commandant l'ouverture du feu dans la police. Une enquête menée par le WGWR montre que les policiers, les militaires et les soldats arrivent en premiers dans la liste des personnes qui 'risquent le plus d'utiliser une arme à feu pour obtenir ce qu'ils veulent.'

À la suite des accords de paix, les Forces armées royales du Cambodge (RCAF) comme la police ont reçu un afflux considérable de membres provenant des anciennes factions armées. Dans la mesure où obtenir un poste dans ces institutions représentait, pour les anciens combattants, l'un des dividendes de la paix, il a été difficile d'y institutionnaliser l'intégrité et le professionnalisme. Les valeurs fondamentales et les normes qui gouvernent le comportement de la police et des forces armées sont toujours fondées sur des relations informelles qui prennent bien souvent le pas sur les règles formelles. Les forces de sécurité opèrent dans des réseaux complexes de relations et d'obligations sociales qui procurent à des individus puissants une base de soutien et qui offrent un moyen d'ascension sociale et d'enrichissement personnel à leurs partisans.

L'exploitation illégale du bois est un secteur dont des unités de la RCAF et de la police tirent profit. L'ONG Global Witness a établi une documentation détaillée sur la façon dont les membres de l'armée fournissent des services de sécurité à des compagnies privées qui exploitent la forêt en échange d'un paiement reçu à différentes étapes du processus d'extraction du bois. Ce système est facilité par le fait que la plupart des opérations d'exploitation forestière contreviennent aux lois forestières. Les paiements fournissent une protection contre l'application de la loi et remontent la chaîne de commande jusqu'aux officiers supérieurs dans la capitale.

Un autre sujet de préoccupation réside dans le fait que la capacité de la police à s'attaquer efficacement à la criminalité, dont celle commise par armes à feu, est entravée par l'absence d'un entraînement adéquat, les faibles ressources, le faible niveau des salaires, le manque d'équipement, et la faiblesse des capacités d'investigation et médico-légales.

De surcroît, les observateurs du système politique cambodgien ont montré que le secteur de la sécurité est dépourvu d'une gouvernance démocratique. Ces problèmes mettent en valeur la nécessité d'établir des liens plus solides entre réforme du secteur de la sécurité et programmes relatifs aux armes légères.

En retirant d'une circulation incontrôlée les armes de la guerre civile, les programmes relatifs aux armes légères ont posé une première pierre, cruciale, de la réforme du secteur de la sécurité, car ils ont rendu aux forces de sécurité le monopole de l'usage légitime de la force. Des programmes innovants d'entreposage dans des conditions sûres et d'enregistrement des stocks ont également compensé de graves défauts institutionnels dans la gestion des stocks. Cependant, les aspects plus larges des problèmes de la gestion du secteur de la sécurité, et en particulier l'absence d'une plus grande responsabilité des forces de sécurité cambodgiennes vis-à-vis de la population, n'ont pas encore été abordés dans le Cambodge d'après-guerre.

Les programmes qui retirent d'une circulation incontrôlée les armes de la guerre civile sont un premier pas vers une réforme du secteur de la sécurité.

Le Cambodge est un bon exemple des progrès significatifs que les programmes de contrôle des armes légères peuvent apporter à la sécurité humaine, mais cet exemple montre aussi les limites de tels efforts si de plus larges problèmes du secteur de la sécurité ne sont pas résolus. Le cas du Cambodge souligne la nécessité de mettre en œuvre une synergie entre le contrôle des armes légères et des réformes plus larges du secteur de la sécurité. ■